

# Expressions Solidaires

Journal de l'Union Syndicale Solidaires

n°41 - Juin 2009 - 0,76 euros

## Patronat et gouvernement n'ont pas cédé

# Préparons la rentrée

**A** la veille des vacances, le gouvernement ne change pas d'orientation. Pire même, il multiplie les provocations : extension du travail du dimanche, menaces sur un nouveau report de l'âge de la retraite, nouvelles annonces de suppression d'emplois dans les fonctions publiques, passage en force de la loi Bachelot mettant en péril l'avenir de l'hôpital, mobilité dans la fonction publique, privatisation de La Poste... Il prétend que les résultats aux élections européennes confortent sa légitimité et ses choix : mais est-ce bien sérieux alors même que les jeunes et les classes populaires se sont massivement abstenus ? Le patronat de son côté, a défini un calendrier de concertation avec les «partenaires sociaux» dans lequel il refuse par avance de négocier sur des questions urgentes comme les salaires, la défense de l'emploi, un nouveau partage des richesses... Il montre son refus de s'attaquer aux mécanismes qui sont au cœur de la crise. Il y voit même une aubaine pour précariser encore davantage le monde du travail, restructurer à coup de plans de licenciements pour maintenir ses taux de profit !

Six mois après l'élaboration d'une déclaration revendicative unitaire par les huit syndicats, force est de constater que patronat et gouvernement ne répondent pas à ces revendications. Après le 29 janvier, Nicolas Sarkozy avait annoncé quelques petites mesures ponctuelles et l'indemnisation du chômage partiel a été améliorée. Mais cela n'est pas à la hauteur des réponses attendues par les millions de grévistes et de manifestants qui se sont exprimés le 29 janvier, le 19 mars le 1<sup>er</sup> mai et dans toutes les luttes sectorielles et locales qui se sont développées ces derniers mois.

Au plan national, l'intersyndicale doit faire le bilan de son action depuis six mois : l'unité syndicale est un élément important pour construire le rapport de forces, cela a permis de réussir les journées d'action nationales, l'intersyndicale a acquis une vraie légitimité et elle est soutenue clairement par une grande majorité de l'opinion publique... Mais malgré des mobilisations de 24 heures très fortes, gouvernement et patronat n'ont rien



cédé sur l'essentiel, et ne changent pas de politique. La journée du 13 juin a été un échec. Il faut donc poser la question de la stratégie à mettre en œuvre à la rentrée pour gagner : il faudra bien monter d'un cran dans un

affrontement global avec ce gouvernement. Pour Solidaires, la question posée de construire un mouvement d'ensemble, une grève générale reste d'actualité. En attendant, bonnes vacances à toutes et tous !

## 1) Un conflit de plusieurs semaines s'est déroulé à EDF et GDF-Suez : quelles en sont les raisons ?

Les origines de ce conflit, historique par sa durée et son intensité, sont profondes : il est la conséquence du processus de libéralisation et de privatisation du secteur de l'Énergie à l'œuvre depuis une dizaine d'années avec ses conséquences maintes fois décrites. A cela s'ajoute la question salariale : avec de très bons résultats financiers, les dividendes des actionnaires se sont envolés tout comme les salaires des dirigeants, alors que les salaires de l'ensemble des salariés évoluaient moins vite que l'inflation.

Le mouvement est parti sur des revendications nationales, à la centrale de Penly puis dans les stockages de Gaz : Augmentations de salaires pour tous : 300 € revendiqués par SUD, 5% et une prime de 1 500 € pour les autres syndicats ; Arrêt des externalisations ; Plan d'embauche avec « réinternalisation » des métiers sous-traités.

La révélation que les dirigeants de GDF-Suez s'apprêtaient à percevoir des stock-options de 7,8 et 2,5 millions d'euros, a donné un coup de fouet au mouvement. La direction a cédé rapidement dans les stockages souterrains sur 5% d'augmenta-

tion et 1 300 de prime. Le mouvement s'est propagé aux terminaux méthaniers, puis au réseau de transport et très rapidement à ERDF et GRDF où il a éclaté en plusieurs endroits en parallèle. Enfin, il s'est étendu aux centrales de production, nucléaires et thermiques.

## 2) Quelles ont été les modalités de l'action et l'attitude des organisations syndicales ?

Le mouvement est parti de la base, avec des équipes locales combattives de la CGT et de SUD, fortement soutenues par les salariés les plus jeunes qui n'avaient pas connu la défaite de 2004 et sont les premiers touchés par la suppression des métiers, la casse du statut, les bas salaires. Des formes d'action différentes se sont développées, de la grève totale à des grèves de 1 à 2 heures le matin, avec blocage/filtrage des sites, défilé de véhicules bleus, vol de souris, mélange d'ordinateurs, passage en tarif « heures creuses » ou en gratuité des clients, coupures... Dans la Production, où le droit de grève est très encadré, l'action s'est vite orientée vers un blocage des arrêts de tranches (périodes de maintenance et de rechargement du combustible) : particulièrement efficaces, ces actions permettent de tenir longtemps.

Les fédérations historiques ont été dépassées, elles n'ont jamais été motrices et n'ont pas rempli leur rôle de relai d'information, permettant aux directions de laisser croire aux unités qu'elles étaient les seules en grève. Elles ont également refusé d'appeler à la généralisation du mouvement ou à une manifestation nationale.

## 3) Quel bilan pour les salariés mobilisés et pour SUD Energie ?

Le mouvement n'est pas terminé, puisque des centrales nucléaires restent en grève et semblent vouloir s'inscrire dans la durée... Le bilan n'est donc que provisoire. En l'état actuel, les résultats sont maigres : des primes dérisoires et variables selon les secteurs, quelques avancées locales en particulier sur les embauches, et un accord d'avancement au choix donnant quelques pourcents de plus qu'en 2008. Mais le bilan de la grève, c'est aussi des collectifs de lutte recréés et au final une fierté de s'être battus sur des revendications légitimes. Finalement très peu de regrets malgré les résultats très insatisfaisants, des feuilles de paye au niveau du RMI pendant deux mois (nous réitérons au passage notre appel à la solidarité financière\*). SUD-Energie a pu, pour la première fois, réellement peser dans le conflit, qui est décrit par la direction comme un mouvement « à l'initiative de SUD ». Nous avons « tenu » la mobilisation dans plusieurs unités, par une information régulière, des analyses. En interne, nos conférences téléphoniques journalières ont également contribué au renforcement de la réflexion collective de nos équipes.

Cette grève a amplifié le rejet profond des directions, qui restent sourdes au profond mécontentement des salariés et jouent la répression : l'avenir dira si cela induira de nouveaux mouvements ou de la résignation...

\* Les chèques sont à envoyer à la permanence nationale de Solidaires qui transmettra

# Etats Généraux du chômage et de la précarité : Chômeurs, salariés, coordonnons les luttes !

Les 16 et 17 mai 2009, environ 150 personnes et plus d'une trentaine d'organisations (associations de chômeurs/euses, syndicats, forces politiques) ont participé aux Etats généraux du chômage et de la précarité à Bobigny. L'objectif de ces débats était d'approfondir une plateforme revendicative et de tracer des perspectives de mobilisation dans les mois à venir.

La séance d'ouverture avec les témoignages de représentants de Caterpillar et de Tyco, ainsi que des camarades enseignants et étudiants, ont souligné la nécessité des convergences des luttes. La présence d'une camarade belge des Marches européennes contre le chômage et la précarité a également donné une dimension internationale à cette rencontre. Tables rondes et ateliers thématiques ont permis d'articuler mesures d'urgence et réponses structurelles, socialement et écologiquement utiles, face à la situation de crise économique et sociale actuelle.

Plusieurs axes se dégagent dans la déclaration finale issue de ces journées :

Droit à l'emploi de qualité pour toutes et tous. Il s'agit d'exiger une nouvelle législation sociale qui rende le droit à l'emploi effectif par l'instauration notamment d'un statut du salarié fondé sur la continuité des droits (contrat de travail, obligation de reclassement, et financement par un fonds patronal mutualisé), et une nouvelle avancée en termes de réduction du temps de travail.

Droit au revenu pour tous les chômeurs/euses, précaires et étudiant-es, dès 16 ans, ayant au minimum pour référence le SMIC ; et le maintien de leurs droits sociaux (logement, santé, formation, points de retraite...)

Loi-cadre nationale contre toutes les formes de discrimination, notamment contre les inégalités professionnelles hommes-femmes et pour la régularisation de tous les sans-papiers. Développement des services publics, notamment pour la petite enfance et les personnes dépendantes. Arrêt des suppressions d'emplois et résorption de la précarité.

L'ensemble de ces revendications doivent s'inscrire dans une réflexion plus large sur quel type de société nous voulons. La table ronde réunissant Claire Villiers (Conseil régional IDF), Pierre Cours-Salies (mouvement Fédération), Pierre Larrousturou (PS), Thomas Coutrot (ATTAC) et Michel Husson (Fondation Copernic), a permis d'aborder cette question du projet stratégique pour les mouvements sociaux.

Comme le dit Claire Villiers, il faut en finir avec la hiérarchie entre le social, le syndical et le politique, au sens où tous, dans des rôles différents, produisent du politique ; comme le souligne Michel Husson, la violence de la crise rend encore plus légitime l'exigence de partage et contrôle des richesses produites ; et comme le propose Thomas Coutrot, les mouvements sociaux doivent chercher les voies ici et maintenant des formes de résistances démonstratives (actions de réquisitions d'emplois dans les entreprises à l'image des réquisitions de nourriture dans les supermarchés, auto-réduction des cadences de travail, formes coopératives...).

Réflexion et action vont de pair, c'est pourquoi les participant-es ont décidé d'organiser des marches régionales contre le chômage, la précarité et les licenciements, le 5 décembre 2009. Pour réussir cette initiative, il est impératif que des cadres

unitaires, à l'image des Etats Généraux, s'organisent localement dès la rentrée. Ajoutons qu'en 2010, une Marche européenne, évoquée lors du dernier Forum social européen, sera également un enjeu

important. L'Union syndicale Solidaires devra prendre toute sa part dans la construction de ces luttes à venir.



## Pour nous contacter Consultez notre site : [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org)

**ALTER** (pilotes) : 01 45 60 08 09

**FAE** (Ministère de l'environnement) : 06 85 20 64 69

**SNABF Solidaires** (Banque de France) : 01 42 92 40 25

**SNJ** (journalistes) : 01 42 36 84 23

**SNUI** (impôts) : 01 44 64 64 44

**SNUPFEN** (Office national des forêts) : 01.40.19.59.69

**Solidaires CCRF et SCL** : 01 43 56 13 30

**Solidaires Douanes** : 01 55 25 28 85

**Solidaires Justice** : 02 51 89 35 87

**Solidaires Industrie** : 01 58 39 30 16/06 87 67 78 61

**Solidaires Industrie et Développement durable** : 02 47 75 13 64

**Solidaires SUD Emploi** : 01 55 82 18 07

**Spasmet-Solidaires** (météo) : 05 61 07 96 87

**SUD Aérien** : 01 41 75 20 85

**SUD Autoroutes** : 03 80 77 67 18

**SUD Aviation civile** : 06 83 31 88 00

**SUD Banques** : 06 87 75 67 44

**SUD Caisses d'Épargne** : 01 42 33 41 62

**SUD Cdc** (Caisse des dépôts et consignations) : 01 58 50 30 44

**SUD Centrale Minefi** : 02 31 45 74 99

**SUD Chimie Pharmacie** : 02 35 87 39 25

**SUD Collectivités territoriales** : 05 34 44 50 35

**SUD Crédit Agricole** : 06 30 85 81 94

**SUD Culture Solidaires** : 01 40 15 82 68

**SUD Education** : 01 42 43 90 09

**SUD Énergie** : 01 47 65 30 97

**SUD Étudiant** : 01 44 62 12 06

**SUD FNAC** : 01 49 54 30 00 - poste 3430

**SUD FPA Solidaires** : 06 75 79 65 58

**SUD Groupe GFI** : 06 75 24 70 09

**SUD INSEE** : 05 61 36 61 36

**SUD Michelin** : 04 73 31 22 89

**SUD Protection Sociale** : 01 44 92 82 03

**SUD Ptt** : 01 44 62 12 00

**SUD Rail** : 01 42 43 35 75

**SUD Recherche EPST** : 06 82 04 74 38

**SUD Rural** (Min de l'Agriculture) : 05 61 02 15 31

**SUD Santé-sociaux** : 01 40 33 85 00

**SUD Solidaires BHV** : 01 42 74 96 38

**SUD Sonacotra** : 06 15 61 10 48

**SUD Travail/Affaires sociales** (Ministère du Travail) : 01 44 79 31 65

**SUD Trésor** : 01 43 56 31 41

**SUD Vpc** (vente par correspondance) : 03 20 69 67 84

**SUPPer** : 06 81 06 22 75

**UNIRS** (Union nationale interprofessionnelle des retraités de Solidaires) : 01 58 39 30 20

**Union Solidaires Transports** : 01 42 43 35 75

Expressions solidaires  
Journal édité par

l'Union syndicale Solidaires  
Rédaction : 144 Boulevard  
de la Villette - 75019 Paris

Tel : 01 58 39 30 20  
Fax : 01 43 67 62 14  
[contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)

Directrice de publication :  
Annick Coupé  
N° CPPAP : 1 008 S 05397  
Dépôt légal : à parution

Imprimerie : Rotographie  
à Montreuil-sous-Bois (93)